



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

26 septembre 2013

La société civile s'oppose à la participation d'el-Béchetir à l'ONU

Le chef d'état fugitif aurait annulé sa participation à l'Assemblée générale

New York/La Haye— À la suite d'un tollé de la part de la société civile et des chefs de gouvernements, le chef d'état recherché par la Cour pénale internationale (CPI), Omar el-Béchetir ne participera pas à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, a déclaré aujourd'hui la Coalition pour la CPI.

« *Offrir une tribune de haut niveau à l'ONU à un homme faisant l'objet d'un mandat d'arrêt l'accusant d'avoir commis les crimes les plus odieux contre l'humanité serait une insulte à la Charte, aux Nations Unies, au Secrétaire général, au Conseil de sécurité et à la communauté internationale* », a déclaré **William Pace, coordinateur de la Coalition pour la CPI**. « *El-Béchetir devrait comparaître devant les juges de la CPI à La Haye, et ne doit pas circuler librement parmi les dirigeants mondiaux à l'ONU* ».

El-Béchetir a demandé un visa aux États-Unis (EU) la semaine dernière en vue de participer à l'Assemblée générale. Conformément à l'Accord de siège des Nations Unies, les États-Unis sont obligés de faciliter la participation des représentants de gouvernements aux réunions qui se tiennent à l'ONU. La Coalition appelle l'ONU à revoir ses politiques.

« *Les principales organisations internationales telles que l'UA, l'OEA et l'UE ne devraient pas autoriser la participation des représentants de gouvernements n'étant pas considérés comme légitimes, comme les gouvernements issus de coups d'états. Les Nations Unies devraient appliquer ces principes et ne pas autoriser la participation des représentants recherchés par la justice internationale* », a déclaré **Pace**.

« *Deux tiers des nations du monde, soit 122 au total, ont convenu qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour les responsables de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, peu importe leurs fonctions* ».

Après avoir été informés de l'intention d'el-Béchetir de participer à l'Assemblée générale, les membres de la société civile de la Coalition pour la CPI ont immédiatement pris des mesures, explorant tous les recours juridiques possibles pour empêcher la visite d'el-Béchetir et appelant toutes les parties concernées, les États-Unis, les Nations Unies et tous les états membres de l'ONU, à interdire sa participation ou l'arrêter.

« *Le monde doit attraper ce criminel. Il continue de faire souffrir le peuple au Soudan et notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées* », a déclaré **Fatima Haroun, vice-présidente de Darfur Alliance Coalition**. « *Il ne devrait pas être autorisé aux États-Unis, un pays qui respecte les droits de l'homme. Il devrait être capturé et traduit en justice, et pas traité comme une personne éminente lors d'une réunion de haut niveau.* »

« *Cela aurait été une insulte aux victimes du Darfour qu'el-Béchetir prenne la parole à l'Assemblée générale des Nations Unies* », a déclaré **Morasim Adam**, membre exécutif de l'Association du peuple du Darfour à New York. « *Le Secrétaire général Ban Ki-moon devrait lever l'immunité offerte aux chefs d'état comme el-Béchetir. Les auteurs de violation du droit international ne devraient pas bénéficier de protection ou d'immunité en vertu de ces lois* ».

CONTACTS

À New York:

Mme. Linda Gueye
Directrice de communication
Coalition pour la CPI
Tel: + 1 646 465 8516
gueye@coalitionfortheicc.org

M. Stephen Lamony
Conseiller principal – UA, ONU et
situations africaines
Coalition pour la CPI
Tel: + 1 646 465 8514
lamony@coalitionfortheicc.org

À La Haye:

M. Sunil Pal
Directeur de la section juridique
Coalition pour la CPI
Tel: +31 (0) 70-3111087
pal@coalitionfortheicc.org



« Si le Conseil de sécurité de l'ONU ne peut pas arrêter ou contribuer à l'arrestation d'el-Béchet, qui d'autre serait en mesure de le faire ? », a ajouté M. Adam.

L'ambassadrice Tiina Interemann, présidente de l'Assemblée des États parties à la CPI, a rappelé aux États membres de la CPI par les territoires desquels le vol d'el-Béchet est susceptible de transiter, leur obligation de l'arrêter, ainsi que l'obligation de tous les États membres de l'ONU de coopérer à l'enquête de la Cour au Darfour. La Coalition salue cette déclaration et appelle les États parties à déployer tous les efforts en leur pouvoir afin d'empêcher ou d'interdire le voyage d'el-Béchet et des autres suspects de la CPI à l'avenir.

La décision d'el-Béchet de ne pas participer à l'Assemblée générale fait suite à un voyage au Nigeria en vue de participer au sommet sur la santé de l'UA qu'il avait quitté de manière imprévue après moins de 24 heures dans le pays. La société civile avait encouragé le Nigeria à arrêter el-Béchet ou empêcher son entrée, et la Coalition nigérienne pour la CPI avait introduit une requête auprès des tribunaux nigériens afin d'obtenir son arrestation.

L'enquête de la CPI au Darfour s'est ouverte en juin 2005 suite au renvoi à la Cour par le Conseil de sécurité des Nations Unies, estimant que le conflit dans le pays menaçait la paix et la sécurité internationale. Cependant, le Conseil n'a pas assuré la coopération nécessaire pour que les poursuites puissent avoir lieu.

CONTEXTE: La CPI est la première cour internationale au monde, habilitée à poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Au cœur du mandat de la Cour se trouve le principe de complémentarité, signifiant que la Cour n'intervient que dans le cas où les systèmes judiciaires nationaux n'ont pas la volonté ou la capacité d'enquêter et de poursuivre les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

La Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau mondial composé d'organisations de la société civile de plus de 150 pays, travaillant en partenariat pour renforcer la coopération internationale avec la CPI, garantir une Cour juste, efficace et indépendante, rendre la justice à la fois visible et universelle, et faire progresser les législations nationales visant à rendre justice aux victimes de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité; www.coalitionfortheicc.org